

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Ascension

Code géographique : 79050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Beachamp, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de L'Ascension pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-15 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	15
Charges par objets (1)	16
État consolidé des résultats	17
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État consolidé de la situation financière	19
État consolidé des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	21
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	22
Avantages sociaux futurs consolidés	23
Endettement total net à long terme consolidé	24
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	25
Analyse des charges consolidées	26

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de l'Ascension et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de l'Ascension et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Par

Stéphane Dumoulin, CA auditeur

Mont-Laurier, Québec

DATE 2011-04-15

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 245 119	1 221 553	1 254 163			1 254 163
Paiements tenant lieu de taxes	2	137 495	136 594	137 732			137 732
Quotes-parts	3					57 428	
Transferts	4	376 946	355 378	344 567			344 567
Services rendus	5	31 437	4 590	19 177		6 868	26 045
Imposition de droits	6	34 814	30 000	24 840			24 840
Amendes et pénalités	7	4 450	3 500	5 333			5 333
Intérêts	8	14 309	4 200	16 800		345	17 145
Autres revenus	9	(10 746)		(523)		11 763	11 240
	10	1 833 824	1 755 815	1 802 089		76 404	1 821 065
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	191 268		105 100			105 100
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	671		2 149			2 149
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	191 939		107 249			107 249
	18	2 025 763	1 755 815	1 909 338		76 404	1 928 314
Charges							
Administration générale	19	357 805	367 618	355 272	17 057		372 329
Sécurité publique	20	152 057	184 100	169 170	21 678		190 848
Transport	21	543 748	581 295	595 138	93 519		688 657
Hygiène du milieu	22	162 988	184 312	168 420	104 729	63 545	279 266
Santé et bien-être	23	11 188	16 555	12 959	580		13 539
Aménagement, urbanisme et développement	24	94 335	125 436	117 664			117 664
Loisirs et culture	25	132 620	146 662	105 711	8 235		113 946
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	63 816	62 710	63 727		6 423	70 150
Amortissement des immobilisations	28	236 550	226 680	245 798	(245 798)		
	29	1 755 107	1 895 368	1 833 859		69 968	1 846 399
Excédent (déficit) de l'exercice	30	270 656	(139 553)	75 479		6 436	81 915

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	270 656		(139 553)	75 479	6 436	81 915
Moins: revenus d'investissement	2	(191 939 )	(	)	( 107 249 )	(	107 249)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	78 717		(139 553)	(31 770)	6 436	(25 334)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	236 550		226 680	245 798	9 646	255 444
Produit de cession	5	12 888				29	29
(Gain) perte sur cession	6	10 746			523	(29)	494
Réduction de valeur	7						
	8	260 184		226 680	246 321	9 646	255 967
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(113 534 )	(	105 519)	(127 470)	(10 122)	(137 592)
	18	(113 534)		(105 519)	(127 470)	(10 122)	(137 592)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(100 553 )	(	44 843)	(88 695)	(8 110)	(96 805)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	28 772			14 481		14 481
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	64 228		63 235	69 327		69 327
Montant à pourvoir dans le futur	22					348	348
Financement des investissements en cours	23						
	24	(7 553)		18 392	(4 887)	(7 762)	(12 649)
	25	139 097		139 553	113 964	(8 238)	105 726
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	217 814			82 194	(1 802)	80 392

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	191 939			107 249		107 249	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2 (1 519)	(12 361)	(8 744)	(8 744)
Sécurité publique	3 (20 035)	(9 673)	(1 581)	(1 581)
Transport	4 (363 729)	(8 209)	(124 654)	(124 654)
Hygiène du milieu	5 (1 662)	(1 500)	(6 833)	(42 520)
Santé et bien-être	6 (161)	(600)	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (259)	(4 000)	()	()
Loisirs et culture	8 (35 487)	(8 500)	(181 029)	(181 029)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()
	10 (422 852)	(44 843)	(322 841)	(42 520)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11 ()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12 ()	()	()	()
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	132 700						
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	100 553	44 843		88 695	8 110	96 805	
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15				156 994		156 994	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	(3 466)						
	17	97 087	44 843		245 689	8 110	253 799	
	18	(193 065)			(77 152)	(34 410)	(111 562)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(1 126)			30 097	(34 410)	(4 313)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009	Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	270 656	(139 553)	75 479	6 436	81 915
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	422 852 ) (	44 843 ) (	322 841 ) (	42 520 ) (	365 361)
Produit de cession	3	12 888			29	29
Amortissement	4	236 550	226 680	245 798	9 646	255 444
(Gain) perte sur cession	5	10 746		523	(29)	494
Réduction de valeur	6					
	7	(162 668)	181 837	(76 520)	(32 874)	(109 394)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(29 904)		30 177		30 177
Variation des autres actifs non financiers	10	(12 056)		22 693		22 693
	11	(41 960)		52 870		52 870
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	66 028	42 284	51 829	(26 438)	25 391
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(949 268)		(883 240)	(162 988)	(1 046 228)
Redressement aux exercices antérieurs	14				1 475	1 475
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(949 268)		(883 240)	(161 513)	(1 044 753)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(883 240)		(831 411)	(187 951)	(1 019 362)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	170 971	116 082	37 838	153 920	209 206
Placements temporaires	2		100 000		100 000	
Débiteurs (note 5)	3	256 974	264 699	15 180	279 879	267 521
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	427 945	480 781	53 018	533 799	476 727
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11		120 000	49 913	169 913	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	84 079	89 856	54 092	143 948	148 546
Revenus reportés (note 11)	13		2 700	594	3 294	782
Dette à long terme (note 12)	14	1 227 106	1 099 636	136 370	1 236 006	1 373 627
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	1 311 185	1 312 192	240 969	1 553 161	1 522 955
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(883 240)	(831 411)	(187 951)	(1 019 362)	(1 046 228)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	5 409 640	5 486 160	227 629	5 713 789	5 605 870
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	938	938		938	938
Stocks de fournitures	20	52 869	22 692		22 692	52 869
Autres actifs non financiers (note 15)	21	28 746	6 053		6 053	28 746
	22	5 492 193	5 515 843	227 629	5 743 472	5 688 423
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	396 713	226 439	9 745	236 184	406 785
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	85 088	96 754	17 261	114 015	102 349
Montant à pourvoir dans le futur	25			(47 826)	(47 826)	(47 478)
Financement des investissements en cours	26	(56 320)	(26 223)	(34 410)	(60 633)	(56 320)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	4 183 472	4 387 462	94 908	4 482 370	4 236 859
	28	4 608 953	4 684 432	39 678	4 724 110	4 642 195

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	270 656	75 479	6 436	81 915
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	236 550	245 798	9 646	255 444
Autres					
-Perte sur cession d'immo	3	10 746	523	(29)	494
-	4				
	5	517 952	321 800	16 053	337 853
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(84 962)	(7 725)	(4 632)	(12 357)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	10 457	5 777	(8 899)	(3 122)
Revenus reportés	11	(5 825)	2 700	(188)	2 512
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13				
Stocks de fournitures	14	(29 904)	30 177		30 177
Autres actifs non financiers	15	(12 056)	22 693		22 693
	16	395 662	375 422	2 334	377 756
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	422 852 ) (	322 841 ) (	42 520 ) (	365 361)
Produit de cession	18	12 888		29	29
	19	(409 964)	(322 841)	(42 491)	(365 332)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	132 700			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	113 534 ) (	127 470 ) (	10 677 ) (	138 147)
Variation nette des emprunts temporaires	25		120 000	49 912	169 912
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			525	525
Autres	27				
-	28				
	29	19 166	(7 470)	39 760	32 290
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 864	45 111	(397)	44 714
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	166 107	170 971	38 235	209 206
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²	32	170 971	216 082	37 838	253 920

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	456 017	493 283	465 802	11 167	476 969
Charges sociales	2	78 732	90 996	83 128	2 432	85 560
Biens et services	3	764 485	855 979	824 545	29 359	853 904
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	63 816	59 350	60 365	6 423	66 788
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8		3 360	3 362		3 362
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	134 627	131 620	125 976		68 548
Autres	10	11 154		19 833	1 660	21 493
Autres organismes	11	9 726	34 100	5 050	9 281	14 331
Amortissement des immobilisations	12	236 550	226 680	245 798	9 646	255 444
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	1 755 107	1 895 368	1 833 859	69 968	1 846 399

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	1 221 553	1 254 163	1 245 119
Paiements tenant lieu de taxes	2	136 594	137 732	137 495
Quotes-parts	3			
Transferts	4	355 378	449 667	568 214
Services rendus	5	4 590	26 045	48 185
Imposition de droits	6	30 000	24 840	34 814
Amendes et pénalités	7	3 500	5 333	4 450
Intérêts	8	4 321	17 145	14 675
Autres revenus	9	9 434	13 389	3 314
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 765 370	1 928 314	2 056 266
Charges				
Administration générale	12	381 390	372 329	372 067
Sécurité publique	13	208 212	190 848	173 576
Transport	14	659 933	688 657	632 012
Hygiène du milieu	15	275 377	279 266	291 346
Santé et bien-être	16	16 555	13 539	11 768
Aménagement, urbanisme et développement	17	125 436	117 664	94 335
Loisirs et culture	18	153 055	113 946	140 614
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	71 385	70 150	71 606
	21	1 891 343	1 846 399	1 787 324
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(125 973)	81 915	268 942
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 642 195	4 373 253
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 642 195	4 373 253
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		4 724 110	4 642 195

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(125 973)	81 915	268 942
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(44 843)	(365 361)	(432 929)
Produit de cession	3		29	17 114
Amortissement	4	226 680	255 444	245 812
(Gain) perte sur cession	5		494	10 583
Réduction de valeur	6			
	7	181 837	(109 394)	(159 420)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		30 177	(29 904)
Variation des autres actifs non financiers	10		22 693	(5 781)
	11		52 870	(35 685)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	55 864	25 391	73 837
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(1 046 228)	(1 120 065)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		1 475	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(1 044 753)	(1 120 065)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(1 019 362)	(1 046 228)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	153 920	209 206
Placements temporaires	2	100 000	
Débiteurs (note 5)	3	279 879	267 521
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>533 799</u>	<u>476 727</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	169 913	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	143 948	148 546
Revenus reportés (note 11)	13	3 294	782
Dette à long terme (note 12)	14	1 236 006	1 373 627
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>1 553 161</u>	<u>1 522 955</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(1 019 362)</u>	<u>(1 046 228)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	5 713 789	5 605 870
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	938	938
Stocks de fournitures	20	22 692	52 869
Autres actifs non financiers (note 15)	21	6 053	28 746
	22	<u>5 743 472</u>	<u>5 688 423</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>4 724 110</u>	<u>4 642 195</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	81 915	268 942
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	255 444	245 812
Autres			
- Perte sur cession d'immo	3	494	10 583
-	4		
	5	337 853	525 337
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(12 357)	(91 465)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(3 122)	11 806
Revenus reportés	11	2 512	(5 043)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	30 177	(29 904)
Autres actifs non financiers	15	22 693	(5 781)
	16	377 756	404 950
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(365 361)	(432 929)
Produit de cession	18	29	17 114
	19	(365 332)	(415 815)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		137 220
Remboursement de la dette à long terme	24	(138 147)	(127 140)
Variation nette des emprunts temporaires	25	169 912	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	525	525
Autres			
-	27		
-	28		
	29	32 290	10 605
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	44 714	(260)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	209 206	209 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	253 920	209 206

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la municipalité ainsi que ceux de la Régie intermunicipale des déchets de la Rouge, lesquels sont intégrés selon la méthode de consolidation proportionnelle ligne par ligne.

M.R.C. d'Antoine-Labelle

La M.R.C. d'Antoine-Labelle assume entre autre, la confection et le suivi de l'évaluation foncière, la planification et le suivi de l'aménagement et soutient financièrement le Centre Local de Développement. Au cours de l'exercice, la municipalité a versé un montant de 70 125 \$ à la M.R.C. à titre de quote-part.

La part de la dette de l'organisme attribuable à la municipalité est de 76 667 \$.

De plus, la municipalité a versé en 2010 à d'autres municipalités des sommes totalisant 15 872 \$ en quote-part pour l'entente sur les équipements supramunicipaux.

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

La Régie intermunicipale des déchets de la Rouge offre le service d'enfouissement et de cueillette des déchets domestiques et le service de cueillette et traitement des recyclables. Au cours de l'exercice, la municipalité a versé un montant de 39 979 \$ à titre de quote-part. En vertu des nouvelles conventions comptables concernant les municipalités, nous devons consolider les états financiers de cette régie considérée comme un partenariat avec ceux de la municipalité.

La consolidation a été effectuée de façon proportionnelle en fonction de la représentativité (nombre de portes de chaque municipalité) au sein de cette régie. Ainsi, les états financiers consolidés de la municipalité comprennent sa quote-part, des actifs financiers et non financiers, des passifs, des produits, des dépenses de fonctionnement et d'investissement et de l'avoir des contribuables de cette régie.

La part de la dette de l'organisme attribuable à la municipalité est de 109 273 \$ et est incluse dans les états financiers consolidés.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de comptabilité d'exercice en conformité avec le Manuel de la présentation de l'information financière municipale. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés dans l'exercice où ont lieu les transactions et les faits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Constatation des produits autres que les paiements de transfert

La municipalité et la régie constatent leurs produits lorsqu'il existe une preuve suffisante qu'une entente est survenue, que les services ont été rendus et qu'il n'y a aucune incertitude quant à leur acceptation, que le montant est fixé ou mesurable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures: 15 et 40 ans
Bâtiments: 40 ans
Véhicules: 10 et 20 ans
Ameublement et équipements de bureau: 10 ans
Machinerie, outillage et équipements: 5 et 10 ans

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures: 5 à 40 ans
Bâtiments: 40 ans
Améliorations locatives: 4 ans
Ameublement : 10 ans
Machinerie et équipements: 10 ans
Véhicule : 10 ans

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et tout excédent de la dépense de fonctionnement sur les sommes à verser en fiducie : aucune durée quant à la période d'amortissement de ce montant n'a été déterminée à ce jour et aucun amortissement n'a été pris à ce jour.

H) Autres éléments

Utilisation d'estimation

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des produits et des charges de l'exercice. Ces estimations sont révisées périodiquement et, s'ils s'avèrent nécessaires, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

Les principales estimations au niveau de la Régie intermunicipale des déchets de la Rouge comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 14 195	31 502
Placements temporaires	2 100 000	
Placements à long terme	3	
Note		
<u>Régie intermunicipale des déchets de la Rouge</u>		
Encaisse figurant dans un compte en fiducie constituant le fond de gestion post-fermeture du lieu d'enfouissement technique de Rivière-Rouge.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 169 126	120 873
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 44 052	102 312
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 25 505	12 924
Organismes municipaux	8 12 076	18 956
Autres		
- Mutations	9 1 952	7 827
- Autres	10 27 168	4 629
	11 279 879	267 521
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 33	34
Note		
N/A		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		
N/A		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	16 852
Autres régimes (REER et autres)	31	270
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	17 122
	17 122	14 025

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

N/A

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	44 300	49 685
Salaires et avantages sociaux	38	24 741	22 537
Dépôts et retenues de garantie	39	20 203	
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	32 834	53 090
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	355	53
- Gouvernement du Canada	43	74	33
- Organisme municipaux	44	4 895	5 248
- Intérêts courus dette à LT	45	16 478	17 535
- Autres courus et passifs	46	68	365
	47	143 948	148 546

Note**Régie intermunicipale des déchets de la Rouge****Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement****Lieu d'enfouissement technique (LET)**

Les coûts associés à la protection de l'environnement et, plus précisément, les coûts afférents à la fermeture et l'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique sont constatés à la juste valeur sur la durée d'exploitation du site d'enfouissement, soit la période durant laquelle la Régie accepte le dépôt des déchets.

Les hypothèses posées à l'égard de l'inflation sont établies en fonction des exigences du décret 470-2005, soit sur la base du taux de variation des indices de prix à la consommation pour le Canada tels que compilés par Statistique Canada. Ce taux est calculé en établissant la différence entre la moyenne des indices mensuels pour la période de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****2010****2009**

douze mois se terminant le 30 septembre de l'année de référence et la moyenne des indices mensuels pour la période équivalente de l'année précédente. Ainsi, la Régie a utilisé un taux d'inflation de 1,41 %. L'incertitude inhérente à l'établissement de telles estimations fait en sorte que les résultats réels peuvent différer des montants estimés.

La direction comptabilise la juste valeur estimative des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au moment où ses installations acceptent les déchets.

Les activités de maintenance, notamment de la surveillance environnementale, la gestion des eaux de surface et souterraines ainsi que la lixiviation, l'entretien des matériaux tampons et les autres activités sont imputées aux charges d'exploitation sur la durée d'exploitation du lieu d'enfouissement. Des travaux de maintenance sont habituellement nécessaires durant un minimum de trente années suivant la fermeture du site.

Les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture découlent des obligations de la Régie à voir à la remise en état, à la surveillance et à l'entretien du lieu d'enfouissement, une fois sa durée de vie utile échue. Les tableaux suivants présentent les hypothèses utilisées dans la détermination de la juste valeur des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture, le montant prévu de l'engagement des dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement et le rapprochement entre les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début et à la fin de la période indiquée.

Juste valeur des biens légalement affectés : 304 156 \$ (Part de la municipalité : 7 341 \$)

Montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations : 2 562 013 \$ (Part de la municipalité : 61 833 \$)

Taux par mètre cube enfouis pour une capacité résiduelle de 1 051 983 mètres cubes (part de la municipalité : 25 389 mètres cubes) : 3,20 \$ (part de la municipalité 0,08 \$)

Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début : 282 599 \$ (part de la municipalité : 6 820 \$)

Passifs établis en fonction de la capacité utilisée au cours de l'exercice : 86 034 \$ (part de la municipalité : 2 049 \$)

Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture à la fin : 368 633 \$ (part de la municipalité : 8 897 \$)

Lieu d'enfouissement sanitaire (LES)

Le passif lié aux activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire a été estimé à 1 917 159 \$ (part de la municipalité : 46 270 \$). Ce montant a été estimé par une firme d'ingénieur en décembre 2008. Le lieu d'enfouissement avait déjà atteint sa capacité de vie utile. Les travaux relatifs au recouvrement final du LES devraient débuter au cours de l'année 2009. Les travaux exécutés au cours de l'exercice, d'un montant de 864 234 \$ (part de la municipalité 1 426 \$), en 2009 61 111 \$ (part de la municipalité 1 475 \$), ont été présentés en diminution de la charge à payer. Le solde de la charge au 31 décembre 2010 est de 991 814 \$ (part de la municipalité 23 937 \$), en 2009 1 856 048 \$ (part de la municipalité 44 795 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	2 700	
Autres			
- Rembours. intérêts DLT	50	594	782
-	51		
	52	3 294	782
Note			
N/A			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,10	6,00	2011	2024	53	1 133 698	1 208 090
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres		6,54	2010	2013	58	102 624	166 379
					59	1 236 322	1 374 469
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(316)	(842)
					61	1 236 006	1 373 627

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	327 215	78	87	18 435	95	345 650
2012	63	71	63 449	79	88	18 636	96	82 085
2013	64	72	58 217	80	89	18 843	97	77 060
2014	65	73	60 817	81	90	26 363	98	87 180
2015	66	74	345 800	82	91	3 067	99	348 867
2016 et +	67	75	278 200	83	92	17 280	100	295 480
	68	76	1 133 698	84	93	102 624	101	1 236 322
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	1 133 698	86	94	102 624	103	1 236 322

Note
N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	1 708 591	132		159		186	1 708 591
Eaux usées	105	2 421 180	133		160		187	2 421 180
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 428 173	134	60 223	161	(126 635)	188	1 615 031
Autres	107	227 404	135	24 538	162	(81 604)	189	333 546
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	651 758	137	10 692	164	(2 244)	191	664 694
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	744 201	139		166	(131)	193	744 332
Ameublement et équipement de bureau	112	165 588	140	9 607	167	18 508	194	156 687
Machinerie, outillage et équipement divers	113	408 905	141	14 382	168	3 219	195	420 068
Terrains	114	85 635	142		169		196	85 635
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>7 841 435</u>	144	<u>119 442</u>	171	<u>(188 887)</u>	198	<u>8 149 764</u>
Immobilisations en cours	117	<u>214 250</u>	145	<u>245 919</u>	172	<u>212 499</u>	199	<u>247 670</u>
	118	<u>8 055 685</u>	146	<u>365 361</u>	173	<u>23 612</u>	200	<u>8 397 434</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	222 500	147	42 715	174	134	201	265 081
Eaux usées	120	605 310	148	60 529	175		202	665 839
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	783 932	149	52 354	176	1	203	836 285
Autres	122	42 859	150	10 532	177	(303)	204	53 694
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	229 048	152	16 730	179	303	206	245 475
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	153 379	154	40 778	181		208	194 157
Ameublement et équipement de bureau	127	129 236	155	6 434	182	18 581	209	117 089
Machinerie, outillage et équipement divers	128	283 551	156	25 372	183	2 898	210	306 025
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>2 449 815</u>	158	<u>255 444</u>	185	<u>21 614</u>	212	<u>2 683 645</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>5 605 870</u>					213	<u>5 713 789</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214	63 474	217		219	63 474	221	
Amortissement cumulé	215	(31 737)	218	()	220	(31 737)	222	()
Valeur comptable nette	216	<u>31 737</u>					223	<u>()</u>

Note

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	938
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	938
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	938
Note		
N/A		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	171
Frais reportés		
- Frais reportés	231	5 882
-	232	28 575
	233	6 053
Note		
N/A		

16. Engagements contractuels

Conformément à un contrat de location de matériel informatique expirant en 2012, la municipalité loue des services. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2010 : 2 053 \$
2011 : 2 053 \$
2011 : 513 \$

Conformément à un contrat de collecte de matières résiduelles et de matières recyclables expirant en 2014, la municipalité loue des services. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2011 : 59 836 \$
2012 : 61 118 \$
2013 : 61 906 \$
2014 : 63 188 \$

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

La Régie intermunicipale des déchets de la Rouge s'est engagée par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivants ces contrats s'établit à 145 746 \$ (part de la municipalité 3 518 \$) et est exigible au cours du prochain exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie****Régie intermunicipale des déchets de la Rouge**

La Régie intermunicipale dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 100 000 \$ (part de la municipalité 2 413 \$) au 31 décembre 2010 portant intérêts au taux préférentiel et qui est renouvelable en juin 2011.

La Régie intermunicipale dispose également de deux emprunts temporaires de montants maximums autorisés respectifs de 1 425 312 \$ (part de la municipalité 34 399 \$) et de 1 011 119 \$ (part de la municipalité 24 403 \$) dans le cadre de deux règlements d'emprunts non financés au 31 décembre 2010, portant intérêts au taux préférentiel et venant à échéance en juin 2011.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites**Régie intermunicipale de déchets de la Rouge**

La Régie fait actuellement l'objet d'une poursuite, de l'avis de la direction, il est présentement impossible de prévoir le dénouement de cette poursuite et les montants que la Régie pourrait être appelée à verser.

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs**Régie intermunicipale des déchets de la Rouge**

La régie intermunicipale a constaté que ses immobilisations en cours étaient surévaluées au 31 décembre 2009. En conséquence, afin de refléter le redressement, les postes suivants ont été corrigés au 1er janvier 2010: l'investissement net dans les éléments à long terme à long terme de même que les passifs liés aux activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement ont été débités de 61 111 \$ (part de la municipalité 1 475 \$), alors que les immobilisations en cours et l'excédent de fonctionnement non affecté ont été crédités de 61 111 \$ (part de la municipalité 1 475 \$).

19. Données budgétaires**Budget 2010**

Le budget consolidé présenté à titre comparatif aux états financiers correspond à l'addition du budget de la municipalité adopté par le conseil municipal et des budgets des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable de la municipalité tels qu'adoptés par leur conseil respectif, après l'élimination des transactions réciproques.

De plus, ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

20. Emprunts bancaires**Municipalité L'Ascension**

La marge de crédit du fonds des activités financières est autorisée à \$ 125 000 et porte intérêt au taux de base, garantie gouvernementale. A la date du bilan, elle est totalement inutilisée.

La marge de crédit du fonds des activités d'investissements concernant le règlement d'emprunt R# 2010-448 qui est autorisée à \$ 210 000 pour la construction de la bibliothèque municipale et porte intérêt au taux de base, garantie gouvernementale. A la date du bilan, il reste 90 000 \$ de non utilisée.

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

La Régie intermunicipale des déchets de la Rouge dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 100 000 \$ (part de la municipalité 2 413 \$) et portant intérêts au taux de base, qui est renouvelable annuellement. Au 31 décembre le taux de base était de 2,25 %.

21. Instruments financiers**Municipalité de L'Ascension**

Les instruments financiers comprennent tous les éléments d'actif et de passif monétaires qui, en temps utile, seront réglés au moyen d'un encaissement ou d'un paiement en espèce.

Risque de taux d'intérêt

Les instruments financiers à court terme qui portent intérêts à l'exception des emprunts bancaires sont les suivants:

Taxes et autres créances: 13%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Instruments financiers**Juste valeur**

La juste valeur comptable des instruments financiers à court terme est proche de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces éléments.

La juste valeur de la dette à long terme et des obligations découlant de contrats de location-acquisition établie en fonction des flux monétaires actualisés futurs se rapproche de la valeur comptable puisque les conditions des accords de financement existants sont sensiblement les mêmes que les conditions du marché actuel pour un instrument de dette similaire.

Régie intermunicipale des déchets de la Rouge

Pour certains instruments financiers de la Régie dont l'encaisse, les débiteurs, les emprunts temporaires et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Pour les dette à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

22. Reclassifications

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation comparable à celle de l'exercice 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 236 184	406 785
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 114 015	102 349
Montant à pourvoir dans le futur	3 (47 826) (47 478)	
Financement des investissements en cours	4 (60 633)	(56 320)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 4 482 370	4 236 859
	6 4 724 110	4 642 195
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Affectation budget 2010	7	63 235
- Affectation budget 2011	8 60 114	
- Affectation bibliothèque	9 20 879	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14 80 993	63 235
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21	
Fonds parcs et terrains de jeux	22	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24 6 852	12 944
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 26 170	26 170
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 33 022	39 114
	33 114 015	102 349

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	35 () ()	() ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	37 () ()	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	() ()
Autres	39 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	40 () ()	() ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 (47 826) ()	(47 478)
Autres		
-	42 () ()	() ()
-	43 () ()	() ()
	44 (47 826) ()	(47 478)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 (60 633) ()	(56 320)
	47 (60 633)	(56 320)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 5 713 789	5 605 870
Propriétés destinées à la revente	49 938	938
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 5 714 727	5 606 808
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 1 236 006	1 373 627
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 316	842
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (3 965) ()	(4 520)
	58 1 232 357	1 369 949
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 1 232 357	1 369 949
	61 4 482 370	4 236 859

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

N/A

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

N/A

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité participe à un régime de retraite à cotisation déterminées qui est géré par Desjardins sécurité financière compagnie d'assurance-vie. La municipalité possède une convention collective qui spécifie que l'employé a droit à une régime de retraite qui est établi à 6% du salaire brut après avoir fait 700 hres de service continue et que cette charge est payable par la municipalité pour un service courant et non pour des services passés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>16 852</u>	<u>13 754</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignementsRégie intermunicipale des déchets de la Rouge

Les employés de la Régie intermunicipale ont un REER collectif.

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	270	271

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

N/A

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	1 236 322
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	60 633
Activités de fonctionnement à financer	3	22 333
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
- Dette de la RIRHL	13	3 965
-	14	
Endettement net à long terme	15	1 315 323
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	76 667
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	1 391 990
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	1 391 990
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	820 047	843 357	824 804
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	820 047	843 357	824 804
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 905	24 254	24 230
Égout	11	39 938	40 633	40 638
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	122 912	128 440	142 078
Autres				
-Sécurité publique et SQ	14	136 499	138 326	130 561
-Ordures roulottes	15	5 970	5 671	5 877
-bacs	16	3 045		
Centres d'urgence 9-1-1	17		4 166	
Service de la dette	18	69 237	69 316	76 931
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	401 506	410 806	420 315
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	401 506	410 806	420 315
	26	1 221 553	1 254 163	1 245 119

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 136	1 162	1 162
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	340	318	302
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	127 580	127 581	127 581
	31	129 056	129 061	129 045
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	5 375	6 509	6 299
	35	5 375	6 509	6 299
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	134 431	135 570	135 344
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	418	418	418
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 745	1 744	1 733
Taxes d'affaires	44			
	45	2 163	2 162	2 151
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	136 594	137 732	137 495

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			1 519
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	274 578	178 680	403 922
Enlèvement de la neige	59		71 174	66 329
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72		6 625	6 625
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	12 000	13 883	18 715
Tri et conditionnement	74		398	398
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	25 000	28 661	15 336
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		1 340	32 765
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	311 578	300 761	538 586

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	49 100	49 100	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	36 000	36 000	165 173
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			23 630
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			2 465
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	20 000	20 000	
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	105 100	105 100	191 268

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	43 800	43 806	29 628
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	43 800	43 806	29 628
TOTAL DES TRANSFERTS	140	355 378	449 667	759 482

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	500	2 249	2 249
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	500	2 249	2 249
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		1 071	1 071
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			14 870
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164		318	3 675
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		1 071	1 389
20 886				
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	500	3 320	3 638
25 666				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	1 000	3 749	3 671
Sécurité publique	184		2 078	1 316
Transport				
Réseau routier	185		1 233	773
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191		800	9 914
Santé et bien-être	192		4 025	
Aménagement, urbanisme et développement	193			3 037
Loisirs et culture	194	3 090	3 972	3 808
Réseau d'électricité	195			
	196	4 090	15 857	22 519
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	4 590	19 177	48 185
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	5 000	7 465	6 000
Droits de mutation immobilière	199	25 000	17 375	28 814
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	30 000	24 840	34 814
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	3 500	5 333	4 450
INTÉRÊTS	204	4 200	16 800	14 675
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(523)	(10 583)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		2 149	671
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			7 570
Autres	211			4 164
	212		1 626	3 314

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	63 653	56 346		56 346	56 346	52 978
Application de la loi	2	309	338		338	338	42
Gestion financière et administrative	3	249 276	248 184	17 057	265 241	265 241	264 391
Greffe	4	5 750	76		76	76	5 926
Évaluation	5	29 365	29 365		29 365	29 365	30 065
Gestion du personnel	6						
Autres	7	19 265	20 963		20 963	20 963	18 665
	8	367 618	355 272	17 057	372 329	372 329	372 067
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	99 199	105 431		105 431	105 431	94 102
Sécurité incendie	10	62 546	46 012	17 172	63 184	63 184	61 323
Sécurité civile	11	18 755	13 820	4 506	18 326	18 326	14 089
Autres	12	3 600	3 907		3 907	3 907	4 062
	13	184 100	169 170	21 678	190 848	190 848	173 576
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	392 558	411 998	67 263	479 261	479 261	449 193
Enlèvement de la neige	15	179 390	173 620	26 256	199 876	199 876	173 815
Éclairage des rues	16	6 400	6 388		6 388	6 388	6 286
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 947	3 132		3 132	3 132	2 718
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	581 295	595 138	93 519	688 657	688 657	632 012

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	11 338	8 780	43 717	52 497	50 980
Réseau de distribution de l'eau potable	24	17 759	18 500	18 500	18 500	15 210
Traitement des eaux usées	25	16 289	26 225	61 012	87 237	18 500
Réseaux d'égout	26	4 351	1 996	1 996	1 996	63 121
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	33 298	32 631	32 631	38 748	60 317
Élimination	28	27 727	27 689	27 689	27 689	25 640
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	35 609	39 022	39 022	39 022	41 962
Tri et conditionnement	30	4 926	4 703	4 703	4 703	5 337
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	8 838	4 265	4 265	4 265	3 866
Autres	34					
Plan de gestion	35	19 039	96	96	96	
Autres	36					
Cours d'eau	37	1 138	1 138	1 138	1 138	1 143
Protection de l'environnement	38	4 000	3 375	3 375	3 375	5 270
Autres	39					
	40	184 312	168 420	104 729	273 149	291 346
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	14 207	10 000	580	10 580	11 734
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	2 348	2 959		2 959	34
	44	16 555	12 959	580	13 539	11 768
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	82 445	80 414		80 414	69 692
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	12 821	15 656		15 656	14 112
Tourisme	49	30 170	21 594		21 594	10 531
Autres	50					
Autres	51					
	52	125 436	117 664		117 664	94 335

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 989	3 775	7 483	11 258	12 838
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 279	9 396		9 396	11 612
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 349	1 815		1 815	2 190
Parcs et terrains de jeux	56	69 913	35 958		35 958	62 262
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	29 187	21 330		21 330	25 133
	60	117 717	72 274	7 483	79 757	114 035
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	28 110	32 602	752	33 354	26 579
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	835	835		835	
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	28 945	33 437	752	34 189	26 579
	67	146 662	105 711	8 235	113 946	140 614
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	59 350	60 365		60 365	71 606
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 360	3 362		3 362	
	73	62 710	63 727		63 727	71 606
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	226 680	245 798	(245 798)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité de l'Ascension. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité de l'Ascension a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Par

Stéphane Dumoulin, CA auditeur

MOnt-Laurier, Québec

DATE 2011-04-15

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-19 09:14:17

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 254 163</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>1 254 163</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	1 254 163
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 254 163</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	4 166		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>5 671</u>	10	<u>9 837</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 244 326</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>98 905 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>101 755 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>100 330 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 244 326</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>100 330 350</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 2 | 4 | 0 | 2 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		34 410	3 227
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 000	100 446	187 938
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	800		666
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			5 687
Autres infrastructures	11	10 500	24 537	11 646
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	9 230	171 722	28 182
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives				
15				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			142 383
Ameublement et équipement de bureau	18	12 361	9 608	1 983
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 252	6 272	27 606
Terrains	20	700	10 256	23 611
Autres	21			
22	44 843	322 841	365 361	432 929

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes		
Conduites d'eau potable	23	
Usines de traitement de l'eau potable	24	
Usines et bassins d'épuration	25	
Conduites d'égout	26	
Infrastructures pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	27	
Usines de traitement de l'eau potable	28	
Usines et bassins d'épuration	29	
Conduites d'égout	30	
31		

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 208 090	24	47	74 392	70		1 133 698
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25	48		71		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		26	49		72		
Organismes municipaux	4		27	50		73		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28	51		74		
Autres	6	166 379	29	52	63 755	75		102 624
	7	1 374 469	30	53	138 147	76		1 236 322
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31	54		77		
Réserves financières et fonds réservés	9		32	55		78		
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	740 113	33	56	132 213	79		607 900
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	634 356	34	57	5 934	80		628 422
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35	58		81		
	13	1 374 469	36	59	138 147	82		1 236 322
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		37	60		83		
Organismes municipaux	15		38	61		84		
Autres tiers	16		39	62		85		
Autres	17		40	63		86		
	18		41	64		87		
Prêts	19		42	65		88		
	20		43	66		89		
	21	1 374 469	44	67	138 147	90		1 236 322
Déduire								
Dette en cours de refinancement	22		45	68		91		
	23	1 374 469	46	69	138 147	92		1 236 322

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2	29 365	29 365	29 365	30 065
Autres	3	17 322	17 322	17 322	16 119
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	(75)	(75)	(75)	898
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	517	517	517	568
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	61 591	40 075	(17 353)	1 723
Cours d'eau	13	1 138	1 138	1 138	1 143
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	104	104	104	34
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 724	6 724	6 724	6 789
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	13 868	13 868	13 868	15 098
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	231	16 103	16 103	21 001
Activités culturelles	23	835	835	835	
Réseau d'électricité					
	24				
	25	131 620	125 976	68 548	93 438

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹				
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	1,00	11	40	18	63 160	28	11 904	38	75 064
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	14,00	13	33,5	20	205 023	30	34 718	40	239 741
Cols bleus	4	7,00	14	28	21	141 722	31	34 027	41	175 749
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	27,00	16	,65	23	13 002	33	465	43	13 467
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	49,00			25	422 907	35	81 114	45	504 021
	9	7,00			26	42 895	36	2 014	46	44 909
	10	56,00			27	465 802	37	83 128	47	548 930

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	338	27		53	338	79		105	338	131	
Évaluation	2	29 365	28		54	29 365	80		106	29 365	132	
Autres	3	325 569	29	17 057	55	342 626	81	3 749	107	338 877	133	3 362
	4	355 272	30	17 057	56	372 329	82	3 749	108	368 580	134	3 362
Sécurité publique												
Police	5	105 431	31		57	105 431	83	2 249	109	103 182	135	
Sécurité incendie	6	46 012	32	17 172	58	63 184	84	2 078	110	61 106	136	9 756
Sécurité civile	7	13 820	33	4 506	59	18 326	85		111	18 326	137	
Autres	8	3 907	34		60	3 907	86		112	3 907	138	
	9	169 170	35	21 678	61	190 848	87	4 327	113	186 521	139	9 756
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	411 998	36	67 263	62	479 261	88	1 233	114	478 028	140	8 324
Enlèvement de la neige	11	173 620	37	26 256	63	199 876	89		115	199 876	141	5 810
Autres	12	6 388	38		64	6 388	90		116	6 388	142	
Transport collectif	13	3 132	39		65	3 132	91		117	3 132	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	595 138	41	93 519	67	688 657	93	1 233	119	687 424	145	14 134
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	8 780	42	43 717	68	52 497	94	800	120	51 697	146	802
Réseau de distribution de l'eau potable	17	18 500	43		69	18 500	95		121	18 500	147	24 463
Traitement des eaux usées	18	26 225	44	61 012	70	87 237	96		122	87 237	148	11 210
Réseaux d'égout	19	1 996	45		71	1 996	97		123	1 996	149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	60 320	46		72	60 320	98	1 071	124	59 249	150	
Matières recyclables	21	47 990	47		73	47 990	99		125	47 990	151	
Autres	22	96	48		74	96	100		126	96	152	
Cours d'eau	23	1 138	49		75	1 138	101		127	1 138	153	
Protection de l'environnement	24	3 375	50		76	3 375	102		128	3 375	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	168 420	52	104 729	78	273 149	104	1 871	130	271 278	156	36 475

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	10 000	172	580	187	10 580	202	4 025	217	6 555	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	2 959	174		189	2 959	204		219	2 959	234
	160	12 959	175	580	190	13 539	205	4 025	220	9 514	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	80 414	176		191	80 414	206		221	80 414	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	37 250	178		193	37 250	208		223	37 250	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	117 664	180		195	117 664	210		225	117 664	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	72 274	181	7 483	196	79 757	211	3 808	226	75 949	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	32 602	182	752	197	33 354	212	164	227	33 190	242
Autres	168	835	183		198	835	213		228	835	243
	169	105 711	184	8 235	199	113 946	214	3 972	229	109 974	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	1 524 334	186	245 798	201	1 770 132	216	19 177	231	1 750 955	246 63 727

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	322 841	422 852
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	322 841	422 852

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	396 713	270 906
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	396 713	270 906
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	82 194	217 814
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(14 481)	(28 772)
Activités d'investissement	6	(156 994)	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(80 993)	(63 235)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(170 274)	125 807
Solde à la fin de l'exercice	11	226 439	396 713
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	85 088	82 615
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	85 088	82 615
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(69 327)	(64 228)
Activités d'investissement	16		3 466
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	80 993	63 235
Financement des investissements en cours	18		
	19	11 666	2 473
Solde à la fin de l'exercice	20	96 754	85 088

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (56 320)	(55 194)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (56 320)	(55 194)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 30 097	(1 126)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	38	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	39	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	40	
	41 30 097	(1 126)
Solde à la fin de l'exercice	42 (26 223)	(56 320)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 4 183 472	4 039 970
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 4 183 472	4 039 970
Variation de l'exercice	46 203 990	143 502
Solde à la fin de l'exercice	47 4 387 462	4 183 472

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	8 909 9	10	11	12	13	14	8 909
	15	8 909 16	17	18	19	20	21	8 909

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	1 4 0 , 0 0 \$
Égout	2	3 7 5 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 2 9 , 7 9 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Sécurité publique	25,0000	4	Par unité d'évaluation
Règl 1990-248 (Frontage acqueduc)	1,7200	3	par mètre linéaire
Règl 2000-355 (Eau potable)	245,0000	4	par unité de logement
Règl 2005-393 (chemin du sorbier)	216,4500	4	par unité de logement
Règl 2007-416 (autopompe)	13,0000	4	par unité d'évaluation
Sureté du Québec	89,5500	4	par catégorie

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	2 835 \$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	_____	3 973 \$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	_____	1 104
		20	<input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 59 rue Hotel de ville
 (no) (rue)
L'Ascension, Qc J0T 1W0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 275-3027
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 275-3489
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel directiongenerale@municipalite-lascensio

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Hélène Beauchamp

Téléphone (819) 275-3027
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 275-3489
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel directiongenerale@municipalite-lascensio

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Dumoulin Guilbault et Associés CA inc.

Titre Société de comptables agréés

Adresse 530 Boulv. A. Paquette
 (no) (rue)
Mont-Laurier, Qc J9L 3W8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 623-3261
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 623-6801
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel s.dumoulin@dgaconseil.ca

Responsable du dossier Stéphane Dumoulin, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-19 09:14:17

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de L'Ascension _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 81 915 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 1 244 326 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-19 09:14:17

Dernière modification : 2011-04-19 09:14:17

Réservé au ministère

4 724 110	81 915	1 244 326	1,2402
-----------	--------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)